

# LA RELEVÉE

## Grande

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

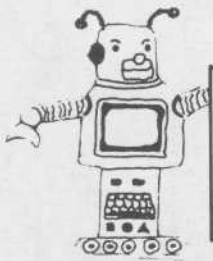
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



M 1669 - 863 - 10,00 F



3791669010000 08630



# ABONNEZ VOUS

La Directrice propriétaire de la publication  
M.-L. DUBOIN  
Commission Paritaire : 57434  
Diffusé par N.M.P.P.  
Imprimerie GASCHET  
284, bd Voltaire, 75011 Paris

## TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France..... 80,00 F  
Soutien..... 120,00 F  
Etranger..... 105,00 FF  
Règlements par chèques postaux : au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.  
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"

LA GRANDE RELEVÉ  
BP 108, 78110 LE VESINET

## SOMMAIRE

- EDITORIAL**  
Nos vœux  
par M.-L. Duboin ..... p. 3
- ACTUALITE**  
Tout va très bien,  
par A. Prime ..... p. 3  
A Toulouse, ça bouge  
par R. Jullien ..... p. 5  
11 Novembre 1987 ..... p. 5  
Lu, Vu, Entendu ..... p. 10  
Initiatives  
Des chiffres  
La Bourse ou la Vie
- REFLEXIONS**  
La dette, par R. Marlin ..... p. 6  
Les mésaventures de Marianne,  
par E. Vaissaire ..... p. 8  
Ne nous décourageons pas  
par R. Raimbault ..... p. 9  
Nourriture et santé  
par J. Mestrallet ..... p. 11
- LECTURES**  
La machine égalitaire  
par H. Muller ..... p. 13  
Courier des lecteurs ..... p. 14
- BLOC-NOTES** ..... p. 12
- RESUME DE NOS THESES**  
L'économie distributive ..... p. 15
- et la BANDE DESSINEE**  
**PAS DE PANIQUE** (suite) ..... p. 16



*Une brochure à faire lire  
Pour votre propagande*  
**L'ECONOMIE LIBEREE**

par M.-L. DUBOIN

En vente par correspondance au journal, 20 F pièce, franco.  
Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser.

*Et pour votre réflexion personnelle :*  
à commander également à la Grande Relève

**LES AFFRANCHIS  
DE L'AN 2000**  
par M.-L. Duboin

*Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails. 79 F*

**KOU L'AHURI  
LES YEUX  
OUVERTS**

par Jacques Duboin  
Deux rééditions récentes  
toujours d'actualité.  
60 F chacune franco

Allô ? Oui,  
la Grande Relève  
à l'appareil...

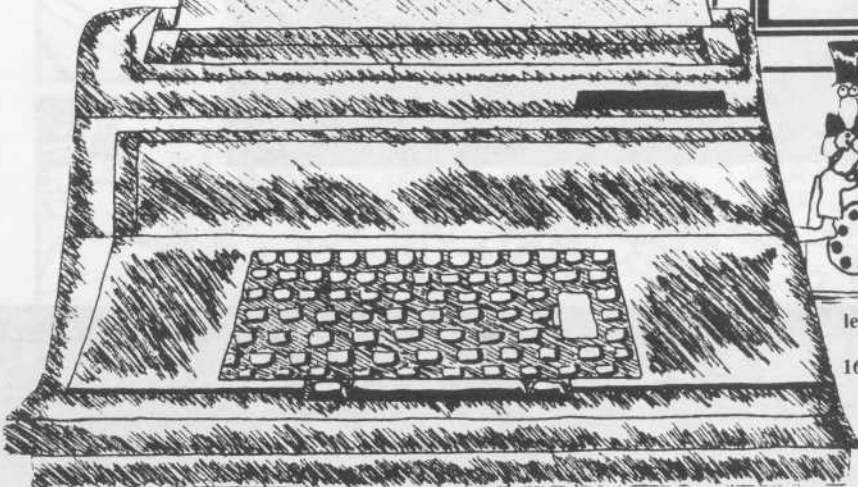


les mardi et jeudi  
après-midi  
16 (1) 30 71 58 04

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :

- *La Libre Pensée*  
10, rue des Fossés St-Jacques  
75005 PARIS
- *Papeterie des Ecoles*  
174, avenue Félix-Faure  
69003 LYON

PRESENTATION GRAPHIQUE : A.L. WITSCHGER







## NOS VOEUX

**L**E "krach" d'octobre dernier a montré les dangers qu'il y a à laisser les financiers diriger l'économie mondiale sur des coups de poker, dans ces casinos modernes que sont devenus les marchés boursiers.

Les conséquences de l'hégémonie du dollar et des banques américaines sur le commerce international commencent à être bien dénoncées. Le Président Mitterrand profite des "réunions au sommet" des pays industrialisés pour parler de la nécessité d'un nouvel ordre économique. Quelques rares journalistes, tels ceux du "Monde Diplomatique" (\*) ont le courage de s'attaquer aux règles du "jeu" financier pour en dénoncer les effets catastrophiques. L'énorme récession, qui en sera la conséquence, et que le monde va connaître, très probablement, dès l'an prochain, va ouvrir encore d'autres yeux.

Comme, dans le même temps, les progrès techniques auront encore permis de produire plus, l'absurdité du système sera encore plus évidente.

Nous allons donc avoir encore plus d'arguments à faire valoir, et l'occasion de montrer la nécessité d'une économie distributive fondée sur une monnaie non thésaurisable, gagée sur la production, donc destinée essentiellement à faire parvenir celle-ci aux consommateurs.

Beaucoup de nos interlocuteurs, comme toujours, seront bien d'accord avec nous. Mais ils nous objectent, comme on objecte aux pacifistes : "C'est impossible parce qu'un pays tout seul ne peut pas commencer". Suivra alors un exposé sur les contraintes de la

(\*) Voir "Le triomphe de la déraison" de C. Julien et encore celui de F. Clairmonte sur "L'art et la manière de convertir une dette en pacotille" dans le numéro de décembre.

mondialisation de l'économie, l'impossibilité de fermer les frontières et la "loi" de la compétitivité. Autrement dit : "inutile de lutter, nous sommes condamnés à suivre dans un monde devenu absurde : on n'a pas le choix : la "loi" immuable du marché est telle que ce sont les pays où l'être humain est sacrifié sur l'autel de la rentabilité qui imposent leur idéologie : les autres doivent s'aligner, faire mieux, faire pire plutôt, pour GAGNER !". Gagner des marchés, bien entendu.

Allant à contre-courant, nous continuerons à revendiquer le droit de choisir. De choisir la qualité de la vie. Alors, poursuivons plus à fond la discussion et demandons ce qui se passerait si la France, ou l'Europe, décidait, pour faire un tel choix, de sortir de la compétition, préférant la culture à l'esclavage ? D'accord, les fabrications japonaises et coréennes envahiraient nos propres marchés parce qu'elles seraient proposées moins cher que les nôtres. Dans un premier temps, nous les achèterions et notre balance commerciale serait déficitaire.

Et après ?

C'est à cet "et après" qu'il faut avoir le courage de réfléchir. Si les Japonais cessaient alors de nous vendre leurs produits, que se passerait-il ? Est-ce que cela ferait leur affaire ? Ne serait-ce pas l'occasion de forcer une entente au plan mondial pour mettre au point un système d'échanges sur contrats équitables, conviviaux, venant remplacer la loi de la jungle qui sévit encore ?

Pour faire valoir notre droit de choisir notre mode de vie, réfléchissons-y. C'est ce que je vous souhaite pour l'an nouveau.

M.L. DUBOIN

## TOUT VA TRES BIEN... (air connu)

par André PRIME

### CRISE BOURSIERE : LE YOYO CONTINUE

**D**ANS notre article de la Grande Relève de Décembre "Ça krach", nous disions : "Il n'est pas facile, en écrivant cet article plus d'un mois avant sa parution, de mesurer quel sera son degré d'actualité lorsqu'il parviendra au lecteur de la Grande Relève... Mais le jeu du yoyo va continuer".

Effectivement, en ce qui concerne la crise boursière, le jeu du yoyo n'a cessé depuis un mois. C'est un vrai festival en noir et blanc (quelquefois gris) que nous servent les médias, traduisant l'état d'esprit de la grande famille boursière. Par

exemple : "Lundi gris (30 nov.) à New-York" titre Le Monde du 2 décembre. Depuis un mois, les valeurs, le dollar se sont souvent "redressés", mais ça ne dure jamais longtemps. Ainsi, entendu à la radio, le 4 décembre : "Le dollar replonge... On est reparti pour un tour de baisse de première grandeur... Nouveau vendredi noir à la Bourse, la baisse des taux d'intérêt européens n'a servi à rien... Les valeurs françaises sont très, très, très (sic, J.P. Gaillard) touchées, certaines se repliant (le joli terme) de 8 à 12,5 %, etc.". N'alourdissons pas notre propos

par ces discours insipides dont on nous rebat les oreilles chaque jour depuis le début de la crise boursière. Il fallait être bien naïf pour croire à la pérennité de la remontée qui avait suivi l'amélioration d'un milliard de dollars du déficit commercial U.S. d'octobre, ou celle consécutive à l'accord entre Reagan et le Congrès pour réduire le déficit budgétaire de 75 milliards en 2 ans (une goutte d'eau dans un océan de dettes !), ou encore celle due à la baisse concertée des taux d'intérêt européens (le 4 décembre, on annonce une nouvelle baisse du dollar en

précisant que cet effort des européens a produit l'effet contraire à celui qu'on escomptait !!!).

Oculus habent et non videbunt. Le mal est ailleurs, bien plus profond, "structurel" pour parler comme les experts. Malheureusement, comme nous le prévoyions dans l'article déjà cité, la crise financière va renforcer la crise économique. Depuis un mois, nombreux sont ceux qui abondent en ce sens, dont Messieurs Barre et Rocard et Madame Weil (à 7 sur 7). Les salariés vont payer, car, dans les mois à venir, le yoyo va continuer et la crise économique s'aggraver. Dans "Le Monde" du 1<sup>er</sup> décembre, Paul Fabra note que la "crise boursière est encore dans sa première phase".

Tout le monde stigmatise l'Amérique. Parmi les pays industrialisés, singulièrement le Japon et l'Allemagne sont sommés par l'administration Reagan d'aider l'Amérique en baissant leurs taux d'intérêt : un véritable plan Marshall à l'envers des vaincus de 1945 ! Exécution et... peine perdue, nous l'avons vu plus haut.

## DESARMEMENT

Pendant ce temps, on amuse le tapis, en France, avec le "scandale" des ventes d'armes à l'Iran. Scandaleuse hypocrisie, oui ! Tout le monde sait ce qu'il en est. Tous les pays vendent des armes à l'Iran (voir G.R. n° 857, juin 1987). Et, n'en doutons pas, tous pensent, à propos de la guerre Iran-Irak : "Pourvu que ça dure". Et pendant qu'on se livre à ce fabuleux gâchis, on sollicite le bon peuple pour envoyer une obole pour la recherche sur le cancer (Alain Delon chaque jour à la télé), le SIDA (Line Renaud), la myocardie (Jerry Lewis et le téléthon)... Quand on sait que le prix d'un seul avion de Dassault — qui allait débaucher, mais vient "heureusement" de prendre une grosse commande pour l'Irak — représente "n" fois ce que sera la récolte, on rage d'impuissance à ne pouvoir dénoncer ce vrai scandale au grand public. Hélas la Grande Relève doit convaincre avec de faibles moyens, alors que les médias (riches !) se contentent de séduire. Je ne sais où j'ai lu ou entendu cette très belle réflexion : "Le monde sera beau quand les canons dormiront sur des fleurs".

Et puis, voici l'hiver, voici le froid... Noël. Alors, à nouveau, on fait appel au cœur, à la charité : on médiatise, comme chaque année, l'Abbé Pierre, les "restos du cœur". Bien sûr, c'est mieux que rien pour ces pauvres gens démunis, privés d'emploi, de ressources, voire de logis. Mais là encore, quel abus, quelle hypocrisie quand on sait ce qu'on détruit ou neutralise, quand on vient d'apprendre que, dans les prochaines années, 5 millions d'hectares devront être abandonnés par l'agriculture car "il y a trop de production" (sic à la Radio). A notre époque de progrès, les œuvres caritatives devraient être reléguées au musée de l'Histoire (1).

## COMMERCE EXTERIEUR

De plus en plus déficitaire, du fait notamment de la balance industrielle, puisque la balance agricole est excédentaire. C'est que beaucoup d'industriels, et non des moindres, préfèrent investir leurs bénéfices en Bourse plutôt que dans leurs usines. C'est égal, le Ministre Michel Noir ne broie pas du noir. "Il faut garder le moral" dit-il. Il y a quelques mois, il affirmait déjà avec conviction (?) que le résultat de 1987 serait plus proche de zéro que des 3 milliards de déficits prédits par quelques experts sérieux et dérangeants. Or, à fin octobre, le déficit est de... 31 milliards. Bravo. Tout va très bien.

## PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES (charges sociales + impôts)

On sait qu'ils avaient augmenté en moyenne d'un point chaque année sous Giscard ; de même sous les Socialistes. On se souvient des discours de la droite avant les élections de 1986 et même après. Las, depuis quelques mois, il a fallu déchanter, se rendre à l'évidence. On nous a annoncé, il y a quelque temps, que les PO allaient augmenter de 0,3 à 0,4 %. Ah ! quand on est aux affaires, on se rend compte que les faits ont la tête dure.

Nous, distributistes, savons que l'accroissement des prélèvements obligatoires est la condition sine qua non de la survie du régime de marché. Dans un monde où la production, de plus en plus mécanisée, robotisée, supprime des emplois ; dans un monde où le tertiaire — non productif de biens

matériels — s'est développé en force, comment aurait-on payé tous ces exclus de la production réelle et fait marcher l'économie sans ces énormes prélèvements destinés à être REDISTRIBUES ? Quand comprendra-t-on que les PO représentent une partie des gains de productivité, l'autre partie étant destinée au patron (bénéfice + investissement) ? Si ce dernier gardait tout le bénéfice des gains de productivité, à qui vendrait-il ses produits ? Au cinquième de la population active que représentent les travailleurs productifs qui ont gardé leur emploi ?

Il faut s'y résoudre : dans un pays capitaliste industrialisé, "avancé", en 1987, la plus grande partie des salariés — et indirectement les professions libérales, les commerçants, etc... — vivent de la redistribution des PO. Or, on ne peut distribuer que ce que l'on a d'abord prélevé... précisément sous forme d'impôts et de cotisations sociales (on est tenté d'écrire : CQFD, tant c'est simple et évident). Et qu'on ne s'y trompe pas. Quand on nous objecte qu'en Amérique, les PO représentent 30 à 35 % contre près de 50 % en France, c'est que la différence — soins de santé essentiellement — est à la charge en quelque sorte du salarié. Et c'est là que l'injustice du "libéralisme" apparaît : ceux qui ont de l'argent peuvent se soigner sans limites, tandis que les moins riches, et les pauvres sont contraints de compter. Société à deux vitesses, santé à deux vitesses... ce qui nous menace en France si l'on comprend bien les projets de la droite au cas où elle prendrait tout le pouvoir pour 5 ans en 1988.

\*  
\* \*

Mais à part cela, Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien...

Et, amis distributistes, bonne année quand même !

(1) Nous nous réjouissons, bien entendu, de l'accord Gorbatchev-Reagan sur la destruction des armes à moyenne portée en Europe et en Union Soviétique. Mais ce n'est qu'une amorce de désarmement nucléaire : ce qui sera détruit ne représente en effet que 3 % des armes nucléaires dans le monde !



## A TOULOUSE, ÇA BOUGE

**A** Toulouse, le 11 novembre dernier, un petit groupe de militants antinucléaires et non-violents a élevé un monument aux victimes de la guerre économique (voir photo en couverture). Les raisons de cette opération médiatique sont clairement expliquées dans le tract qu'ils ont distribué autour d'eux lors de la construction du monument et de la cérémonie qu'ils ont voulue officielle. Nous reproduisons ci-contre l'intégralité de leur texte d'appel.

Grâce aux compagnons d'Emmaüs, qui ont fourni les frigos, cuisinières et autres objets de récupération, au PACT-ARIM, association en faveur de la restauration des logements, qui a fourni le plâtre, et le Secours Catholique, les chiffons nécessaires à l'édification, le monument a vu le jour face à l'Ecole de Commerce de Toulouse. Il n'a été autorisé à y rester que cinq jours, mais l'impact auprès des passants a tout de même été assez grand.

Le but de cette opération était de sensibiliser le public au fait de l'exclusion sociale dûe aux difficultés économiques. Celle-ci se traduisant non seulement dans le chômage, mais aussi dans les "Erzatz" que sont les Tuc's, les Pil's et toutes autres contre-façons de l'emploi.

Cette opération ne s'arrête pas là. Elle souhaite se poursuivre sous d'autres formes de sensibilisation. Entre autres, est prévu pour la période de Noël, un spectacle de rue ayant pour thème l'exclusion sociale pendant les fêtes, ceci reprenant les symboles de la Crèche et du Réveillon.

Mais parallèlement à ces actions, un petit groupe de réflexion s'est mis en place afin de proposer diverses alternatives à la société actuelle. Ces propositions doivent être rédigées et distribuées lors des manifestations, dans le but premier d'indiquer au public qu'il existe des voies potentielles au

développement de nos sociétés et que le choix économique est possible au-delà de la dualité capitalisme-communisme.

Il est évident que les thèses de J. Duboin trouveront un écho très favorable parmi ces militants, sans pour autant qu'elles deviennent l'unique revendication dominante.

Ce qui paraît intéressant dans cette démarche, c'est plus la

volonté de montrer qu'il existe d'autres pensées économiques que le militantisme pour une thèse isolée, et qu'elles demandent réflexion.

Nous essaierons dans la mesure du possible de vous tenir informés de l'évolution de cette expérience et des actions qui y seront menées en faveur de l'information et la sensibilisation du public.

Roch JULLIEN

### 11 NOVEMBRE 1987

*C'est au moment où l'Europe accumule massivement ses excédents agricoles que se propage rapidement la gangrène de la misère !*

*C'est au moment où les télécommunications rapprochent instantanément les hommes les plus éloignés sur la planète que redeviennent virulentes les idéologies de l'exclusion racistes, nationalistes ou néo-nazies !*

*C'est au moment où l'informatique et la robotique multiplient les capacités productives des nations riches que par millions, des hommes et des femmes, chômeurs, TUC, PIL, SIVP, immigrés, réfugiés, sont rejetés à la marge de la société, privés des fruits du "progrès" et même du droit d'exister !*

*C'est au moment où partout dans le monde la duplicité et la corruption des pouvoirs, au plus haut niveau, est révélée par le scandale des trafics d'armes et de la spéculation, que les gouvernements font appel au patriotisme, au sens du devoir, à l'abnégation et au sacrifice des plus démunis !*

*Tous ces faits traduisent la folie de la guerre économique dans laquelle sont engagés depuis longtemps, bien des pays du tiers-monde.*

*Aujourd'hui, nous voulons dénoncer cette guerre — qu'on appelle faussement crises — qui profite à un petit nombre et qui écrase les plus faibles dans tous les pays du monde.*

*Mais notre révolte serait vaine si nous restions isolés. A partir d'aujourd'hui, il nous faut chercher les voies d'une convergence et d'une action commune entre la guerre économique, car nous sommes objectivement solidaires.*

*Il y a urgence :*

*— l'exclusion sociale et la misère sont le ferment de toutes les guerres.*

*— ne soyons pas dupes. Pour quelles raisons ceux (et ce sont les mêmes) entretenant les conflits armés au Moyen-Orient, en Afghanistan, en Amérique Latine ou en Afrique, renonceraient-ils à utiliser les formidables puissances destructrices des arsenaux nucléaires ou bactériologiques ?*

*(Texte distribué à Toulouse par les associations : ADN Planète en danger et 103 MAN, Mouvement pour une alternative Non-violente.*

## LA DETTE

par René MARLIN

### COMBIEN ?

DANS le système qui, vaille que vaille, nous régit actuellement, la dette internationale constitue une masse énorme de capitaux, évaluée à plus de mille milliards de dollars, valeur supérieure au Produit Intérieur Brut annuel de la France. Cette masse pèse sur les échanges, elle gêne les banques, les bourses des valeurs, les gouvernements, et menace l'existence même du capitalisme. Il n'entre pas dans nos intentions de traiter l'ensemble de la question qui a déjà fait l'objet de nombreux articles et études dans la presse spécialisée dont ceux cités en notes, et auxquels nous renvoyons les lecteurs. Bornons-nous à quelques observations critiques en rapport avec nos thèses.

Tout d'abord l'estimation qui fait d'ailleurs l'objet de controverses, ne comprend que les créances sur les pays en développement, mais y compris les nations en cours d'industrialisation d'Amérique du Sud. La dette extérieure des Etats-Unis, pourtant de l'ordre de 370 milliards de dollars, n'y figure pas ! Il est vrai qu'elle pourrait être soldée assez rapidement si les Américains déployaient pour ce faire le centième des efforts qu'ils demandent aux autres.

Seuls sont donc comptabilisés les prêts qui sont considérés comme présentant des risques de non-remboursement au terme convenu. Curieuse méthode, on en conviendra, qui est révélatrice du souci principal des comptables-banquiers et qui explique les difficultés de chiffrage. Comme il s'agit de multiples contrats, à court, moyen ou long terme et qui font intervenir des prêteurs et des emprunteurs très divers, il n'est pas étonnant que les montants cités par les différentes sources varient (1). Mais, comme la discussion ne porte que sur 75 à 80 milliards de dollars, nous en resterons à l'évaluation ci-dessus qui nous suffit pour la suite de notre raisonnement.

### POURQUOI ?

Bien entendu, tout le monde le sait : parce que les grandes banques ont intérêt à prêter ! C'est même leur métier et leur source principale de revenu. Lorsqu'il s'agit de pays producteurs de pétrole et, dans une conjoncture de hausse de son prix, à partir de 1973, pourquoi hésiter ? C'est ainsi que, croyant que cette tendance serait perpétuelle l'on en vient à des extrémités dangereuses : "...Les créances des grandes banques américaines sur les pays d'Amérique latine dépassent actuellement leur capital..." (2). Malgré les efforts obtenus des citoyens de ces pays, y compris les plus pauvres (pourtant déjà au seuil de la misère dans le Nordeste brésilien notamment), ils ne parviennent pas toujours à payer les intérêts de leurs emprunts. Dans de nombreuses contrées, le service de la dette coûte plus que les sommes consacrées aux importations. Lors de son récent voyage en Argentine, François Mitterrand a fait part de son inquiétude ; le 8 octobre 1987, à Cordoba, il a expliqué que le carcan de la dette, écrasant, malgré le travail et l'investissement dans le pays, peut provoquer une crise économique, donc une crise sociale, dangereuse pour la démocratie. Le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud, l'Indonésie sont dans la même situation.

### ALORS ?

Une solution consisterait évidemment pour ces pays à décréter purement et simplement la cessation de paiement. C'est le cas de la Bolivie depuis 1985 ; et le Pérou a réduit sérieusement ses remboursements. En février 1987, le Brésil avait décidé unilatéralement d'arrêter le service de la dette à long et moyen termes, puis, ensuite, à court terme. De même pour l'Equateur et Cuba. Tandis que le Zaïre ne remboursait qu'à hauteur de 10 % de ses exportations (3). Dans le passé plusieurs nations débitrices sud-

américaines s'étaient déjà trouvées en état de cessation de paiement à la suite de la "crise" de 1929. Sous le titre "Latin America : why not default ?" la "Monthly Review", de New-York, a publié un article d'Arthur Mac Evan à ce sujet dans son numéro de septembre 1986 (4). Le Professeur d'Economie à l'Université de Boston examine pourquoi cette mesure ne se répand pas plus largement. Il cite Anatole Kaletsky (5), selon lequel les tribunaux américains ou britanniques n'offriraient que des recours très limités contre un Etat ou une société nationalisée en rupture de paiement. De même, l'arrêt de tout nouveau prêt ne serait pas une solution puisque, justement, il en est déjà ainsi. Enfin, une action militaire paraît peu vraisemblable pour un tel motif, bien que certains "faucons" l'aient envisagée.

Les chefs d'Etat de huit pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela) se sont réunis à Acapulco (Mexique), les 27 et 28 novembre 1987. Ils ont adopté un accord ne comportant pas de "décisions opérationnelles" concernant la dette. Convoquant seulement de se réunir, de nouveau, une fois l'an, afin de tenter de définir une doctrine latino-américaine. En fait, ils ont décidé de ne pas prendre de décision réelle...

Si les pays concernés n'adoptent pas tous la cessation de paiement, c'est que malgré, et aussi, à cause, de leur dénuement, les populations pauvres de ces contrées ne sont pas capables de mettre en cause le régime économique. Comme de telles mesures "...sur une grande échelle risqueraient de provoquer un effondrement du système financier international entraînant de graves dommages, à la fois au niveau mondial et au sein des pays défaillants... (4)" les dirigeants qui entretiennent avec ceux des nations industrialisées de meilleurs rapports qu'en 1930, et qui en sont, en fait, solidaires financièrement, résistent le plus longtemps possible, au détriment de la population de leur propre pays. Et nous laisserons, sur ce point, la conclusion à M. Mac Evan : "Le problème tient à ce qu'il n'existe pas concrètement d'intérêt national dans une



société de classes. Les intérêts de la classe dominante déterminent en grande partie les actions menées par un gouvernement sur une question spécifique. S'agissant du problème des moyens de rechange pour résoudre la crise de l'endettement, il semblerait que les programmes orthodoxes mis en œuvre en Amérique du Sud servent en fait les intérêts des groupes dominants..." (4).

## NEANMOINS

Le plan Baker (6), soutenu par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International, qui a été offert au Mexique et à 14 autres pays (lesquels recevront 40 milliards de dollars en 3 ans), lie cette aide supplémentaire à des incitations à la croissance et, surtout, à des prix libres et moins d'entreprises contrôlées par l'Etat avec garantie d'emploi pour le personnel qu'elles occupent (7). Ce qui met bien en évidence que la dette est utilisée comme un moyen de pression politique.

Par contre, loin d'exercer de telles pressions, la France et l'Italie continuent à financer les exportations vers la Libye qui coûtent pourtant très cher notamment à la COFACE (8). De même, malgré la décision irakienne de ne payer ses importations qu'au bout de deux ans (alors que ce pays doit déjà plus de 30 milliards de francs aux firmes et banques françaises) celles-ci poursuivent leurs livraisons. Quant au commerce des armes, il se porte fort bien et entre, pour une bonne part, dans les soldes débiteurs dont nous parlons. Un sommet d'hypocrisie est atteint par les médias et les auditeurs et lecteurs qui les soutiennent de leur clientèle. Parmi ceux qui dénoncent les ventes à l'Irak et l'Iran, combien accepteraient de devenir chômeurs faute de ces exportations ? Les instituts de sondages, pourtant fort prolifiques, se pencheront-ils un jour sur cette question ? Quoiqu'il en soit, je ne vois, sinon, que deux façons d'en sortir : ou vendre des armes et des munitions au Lichtenstein et au Costa-Rica ou passer à l'organisation de la paix et à l'économie que nous préconisons ici.

## POURTANT

Signalons d'étranges pratiques tout-à-fait symptomatiques des

agissements des capitalistes actuels. Vu de manière vertueuse, il s'agit de transformer les créances douteuses en investissements productifs (9). Au départ, s'établit un marché parallèle de rachat des dettes. Une opération multilatérale s'instaure alors entre une banque créancière, américaine par exemple, sur un pays comme le Mexique, par exemple, une banque française intermédiaire, et un industriel également français, au hasard, Alsthom. La créance étant à 100, elle vaut 48 sur le marché parallèle. La banque française la rachète à 47, en devises, à son homologue, heureuse de s'en défaire. Alsthom la reprend à 48, également en devises, à la banque, qui prélève 1 % au passage. Comme l'industriel désire installer une usine au Mexique, la Banque Centrale de ce pays est tenue de racheter cette créance à sa valeur nominale de 100, en pesos mexicains : Alsthom s'offre donc son implantation à la moitié de sa valeur ! Tout le monde est content, sauf les Etats et leurs contribuables, qui supportent la différence, mais cela n'a aucune importance. Et d'ailleurs, ils l'ignorent ! Il est entendu que cette affaire est purement imaginaire... Rien ne s'opposerait évidemment à ce que le racheteur de la créance soit un riche mexicain ayant fait, autrefois, des placements sur le marché américain et disposant de devises. Il aurait fait, lui aussi, un achat de 100 dollars pour le prix de 48. C'est ainsi que s'effectue, au détriment de l'Etat mexicain, le rapatriement des fonds placés à l'étranger par des citoyens qui n'avaient pas confiance dans le peso...

## PAR CONTRE

Des solutions plus raisonnables consisteraient en l'adoption :

— du G.I.F. (Global Infrastructure Fund), sorte de plan Marshall en faveur du Tiers-Monde, proposé le 30 avril 1987 par Ronald Reagan et Nakasone,

— et, ou du projet français prévoyant l'abandon de certaines créances, qui s'apparente à la demande de moratoire des 24 pays les plus pauvres de l'O.N.U. Soutenu par la Suisse, ce projet prouverait que les systèmes financiers peuvent supporter le non-recouvrement de quelques dettes.

Mais, outre que ces propositions sont partielles, elles sont injustes pour ceux qui remboursent, elles sont immorales, si l'on peut dire en cette matière, lorsqu'elles s'appliquent aux capitaux en fuite des contrées peu développées et, surtout, elles sont contraires aux règles de la haute banque, ce qui est rédhibitoire (3). Retenons, quand même, que la production mondiale est capable de satisfaire les besoins correspondants si l'on tient compte des capacités non employées et des destructions volontaires de produits. L'inquiétude des milieux boursiers et financiers est donc assez artificielle. Elle résulte des réglementations et des mentalités archaïques façonnées par des siècles de fonctionnement d'un régime économique tout-à-fait inadapté à l'état des techniques actuelles. Dans ces circonstances le poids de la dette n'en est pas moins dangereux. Surtout, et c'est là qu'il faut insister, il bloque le système en empêchant les grandes banques de continuer à se livrer, avec ces Etats, au jeu très lucratif des prêts massifs.

## EN OUTRE

Si l'on recherche l'origine des fonds étrangers placés sur les grands marchés financiers et dans les pays connus pour être des refuges fiscaux, l'on s'aperçoit en effet qu'ils proviennent, en partie, des nations endettées. D'après des recherches de l'Université de Washington, 48 milliards de dollars ont été expatriés d'Argentine, du Brésil, du Mexique et du Venezuela entre 1982 et 1985. Rien que pour le Mexique, 17 milliards de dollars, à comparer avec sa dette totale de 98 milliards, seraient entre des mains mexicaines. Selon une étude du Fonds Monétaire et de la Banque mondiale, l'hémorragie s'élèverait à 15 ou 30 % de la dette des pays en développement. "Au lieu de quémander un nouveau crédit, un rééchelonnement, un don, ou d'imaginer des combinaisons compliquées pour continuer à commercer, dit un cadre bancaire parisien, les pays qui se croient insolubles devraient commencer par conserver chez eux les capitaux qu'on leur envoie" (3). Ce cadre ignore évidemment la réflexion de M. Mac Evan que nous avons citée précédemment, il ne

fait pas la différence entre les riches intérêts financiers et les pauvres budgets soutenus par les citoyens moyens.

Ce n'est pas sans raisons qu'on a pu soutenir que l'aide aux pays sous-développés se résume en cette formule : **"Ce sont les pauvres des pays riches qui donnent aux riches des pays pauvres"**.

## DONC

Tant que la démocratie économique, qui ne peut résulter que d'une économie du type distributif, ne sera instaurée dans aucun Etat, il est vain de parler d'intérêt national. Demandons-nous, alors, puisqu'il n'y a pas d'intérêt économique collectif à défendre, ce que signifient les sommes énormes consacrées aux armées nationales, européennes ou atlantiques ? Y a-t-il aussi une vraie politique étrangère possible ? Nationale, c'est contestable ; européenne, tout démontre le contraire ; atlantique, ce serait franchement détestable. Peut-être faut-il combattre pour une culture commune ? Alors, pourquoi accepter de brader à des collectionneurs japonais des toiles qui font incontestablement partie du patrimoine culturel de la France ? De plus, les armements chimiques, bactériologiques et nucléaires ne sont-ils pas, au contraire, une menace effroyable pour la culture ?

En réalité l'intérêt général des humains, c'est la paix. C'est sur cette base solide qu'il faut construire les institutions mondiales d'arbitrage seules capables de l'assurer.

(1) "Mesurer la dette extérieure des pays en développement : présentation des différentes sources d'information". Rachel Weaving Finances et Développement, mars 1987.

(2) "La lutte d'influence autour de la dette". Paul Fabra, Le Monde, 8 septembre 1987.

(3) "La gestion de l'endettement : des solutions provisoires". Michel Herblay, l'Expansion, 15 mai 1987.

(4) Voir la traduction dans "Problèmes Économiques" du 8 janvier 1987.

(5) "The Costs of Default", 20th Century Fund, New-York, 1985.

(6) Secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis.

(7) "Endettement international : pas de solution en vue". D.W. Heumann, Euréparge, mars-avril 1987.

(8) Compagnie Française pour le Commerce Extérieur, chargée de compenser les "risques de change" en faveur des entreprises, financée par les cotisations prélevées sur les contrats à l'exportation et, en cas d'insuffisance, par le Trésor Public...

(9) "Une étrange alchimie". Françoise Crouigneau, le Monde, 29 septembre 1987.

## LES MESAVENTURES DE MARIANNE

par Emile VAISSAIRE

Il y avait déjà belle lurette que rien n'allait plus dans la maison de Marianne.

Elle avait voulu en faire un château. Après s'être débarrassée du Roi, elle avait pris sa place, son palais, ses habitudes de ne rien faire, de tout faire faire par ses courtisans, croyant qu'ils étaient ses serviteurs.

Mais les courtisans ne sont jamais que des courtisans, des ambitieux qui rêvent d'être à la place du roi ou de la reine. Ainsi, tout doucement, la maison de Marianne était pillée par les courtisans, chacun prenant tout ce qui lui tombait sous la main. Faisant semblant de vouloir le polir, en réalité, chacun s'emparait de quelque valeur qui ne lui appartenait pas, laissait à sa place un faux-semblant de la chose, sur lequel s'accumulait la poussière et les saletés car personne ne faisait jamais le ménage. Depuis déjà longtemps, Marianne rongeaient son frein, du haut de son piédestal, dans la grande salle des pas perdus, l'ancienne salle du conseil de la République.

A force de ronger son frein, elle finit par devenir rouge de colère, et en 81, elle descend de son piédestal, bat le rappel des vieux grognards, ceux qui rouspètent toujours, parce qu'ils font les plus sales boulots, mais qui les font quand même.

Il y en avait un parmi eux, un peu plus vieux que les autres, qui paraissait être leur chef. Il était déjà bien fatigué ; ses oripeaux étaient vieillis, salis par les ans et les sales boulots, passés au soleil et à la pluie, ce qui avait été bleu virait au marron, le blanc était devenu grisâtre, le rouge n'avait plus de couleur. En outre, ils étaient un peu bouffés par les mites, à force d'avoir été enfermés dans le vestiaire de la salle d'attente, de sorte que, un peu par dérision, un peu par affection, tout le monde se mit à appeler ce vieux grognard "TONTON MITTE".

Marianne le fit sortir du rang, le nomma officiellement chef des vieux grognards et, pour bien faire voir qu'elle faisait la distinction entre le chef et les autres, ceux du rang, elle commanda, haut et fort : **"Mitté et Rang, vous me ferez le ménage et mettez de l'ordre dans la maison : que tout soit net et propre. N'hésitez pas à jeter tous ces vieux faux semblants poussiéreux qu'on a mis à la place des valeurs qui ont disparu. Tâchez d'en trouver d'autres, vraies, pour les remplacer"**.

Là-dessus, Marianne remonte sur son piédestal, dignement, comme il sied à une Reine, croyant bêtement, comme une Reine, que tout va se faire sans elle, qu'il suffit de donner des ordres !

Manque de pot, Marianne n'est pas une Reine. C'est même tout le contraire d'une Reine, c'est une fille du peuple qui a foutu la royauté en bas du trône...

C'était fatal que ça tourne mal. Rien ne peut se faire sans mettre la main à la pâte. Faut-il qu'ils soient bêtes, le peuple et elle, pour s'imaginer que tout peut se faire sans eux, qu'il n'y a qu'à nommer des chefs, des responsables, et puis se rendormir ou remonter sur son piédestal !

Des responsables ? de quoi ? de qui ? de ceuzes qui rêvent, qui croient au Père Noël, qui les ont nommés responsables pour se débarrasser eux-mêmes de ce qui les emmerde ?

Un beau jour, voyant que rien n'avait changé, que la poussière continuait à s'accumuler sur les vieux faux-semblants qu'on avait mis à la place des vraies valeurs, Marianne, qui n'en pouvait plus, descend à nouveau de son piédestal, pousse une gueulante et fout tout le monde à la porte. Tout le monde, sauf le vieux TONTON MITTÉ, eu égard à son âge, quoiqu'il l'aurait bien mérité aussi ; enfin, bref.

Ce qui devait arriver arriva. A force



de gueuler, Marianne attire les grandes gueules. Parmi elles, il y a un jeune loup qu'en a une encore plus grande que les autres. Fatalement, comme il gueule plus fort, c'est lui que Marianne choisit. Se prenant toujours pour une Reine, après avoir confié au jeune loup le soin de faire le ménage, elle remonte sur son piedestal, comme si de rien n'était, attendant que "les autres" fassent le boulot pour elle.

Elle, elle se contente de dire au vieux TONTON MITTÉ : "Tu t'es foutu de moi, ben tu vas en chier ! Tu vas raquer ! Chie et raque ! ! Chie-Raque, Chie-Raque ! ! Elle crie ça à tout venant, d'un bout à l'autre du pays, et tout le monde de reprendre en chœur, à tue-tête, comme un écho cent fois amplifié "Chirac... Chirac... Chirac..."

Quoique peu de personnes s'en doutent, il y a une sorte de vérité cachée par la justice immanente qui fait que les mots expriment en secret, pour les seuls initiés, et en clair, ce qu'ils cachent aux autres. **Mitté et Rang étaient, par avance, tout comme Chie et Raque, porteurs des tares dont leurs noms sont teintés.**

Comme il fallait s'y attendre, tout un chacun en chie et raque et, dans son inconscience habituelle, s'en plaint à Marianne, la pauvre petite fille des rues qui se prend pour une Reine.

Du coup, elle a presque envie d'essayer de rappeler les vieux grognards, vu que, même s'ils grognent toujours, ils sont toujours prêts à remettre ça.

Pourtant, prise d'un doute, Marianne décide de réfléchir un peu.

Sans descendre de son piédestal, sans faire un geste, elle jette un coup d'œil par la fenêtre, dans sa cour, histoire de voir un peu ce qui se passe chez les gens de cour, ses courtisans. Elle n'en croit pas ses yeux. D'un train d'enfer, ils mènent, tous ensemble, une ronde infernale.

Le vieux Tonton-Mitté, coiffé d'un bonnet blanc, et le jeune loup, portant un blanc bonnet pédalent à toute vitesse sur un tandem, tournant en rond, en se jetant des regards mauvais. Chacun fait semblant de croire que son bonnet est le plus haut et le plus blanc, donc le véritable couvre-chef.

Ils tournent en rond sur leur tandem, comme au cirque, et, comme

au cirque, ils sont accompagnés d'une troupe de trompettistes qui font beaucoup de bruit, à la gloire des vedettes, prétendant que c'est de la musique.

Comme au cirque, les deux vedettes se font des grimaces et des pieds-de-nez, font semblant de se quereller, de se menacer, de se battre.

En vrai, les deux vedettes s'amuse**nt comme larrons en foire, ne se sentent plus de joie, ivres du son des trompettes. On ne sait si c'est elles qui les entraînent ou le contraire.**

Mais ces deux princes fous sont en train, sans s'en rendre compte, à force de tourner en rond, de creuser avec leur troupe de trompettistes, une ornière qui s'approfondit de plus en plus et va bientôt les engloutir tous.

Marianne, perplexe, se demande si elle doit s'inquiéter ou se réjouir.

Sûr, ni l'un ni l'autre ne feront jamais le ménage dans la maison. Et après ? Ne fallait-il pas s'y attendre ? Ont-ils jamais cherché autre chose que les honneurs et la gloire pour eux-mêmes ? Ne se sont-ils pas toujours foutu d'elle ? Alors où est le malheur ?

Le malheur, Marianne commence à en douter.

Marianne commence à douter de tout, même d'elle-même.

Pauvre Marianne. Est-elle vraiment reine ?

Suffit-il qu'elle se regarde le nombril dans le grand miroir aux alouettes qu'elle a fait placer, pour sa propre gloire, dans la grande salle du Conseil ; ce grand miroir surmonté d'un frontispice où figurent les mots "LIBERTE-EGALITE-FRATERNITE", suffit-il qu'elle se regarde pour que cela soit réellement ?

Ne faudrait-il pas qu'elle s'en occupe elle-même ?

Qu'elle descende de son piédestal, qu'elle retrouve sa rue d'origine, qu'elle redevienne la fille de joie qu'elle était jadis, afin que la joie soit ? Qu'elle retrousses à nouveau ses manches au lieu de retrousser ses jupes, comme elle le fait depuis qu'elle s'imagine être reine ?

Marianne commence à douter aussi du Père Noël.

Comme à regret, Marianne semble sortir de son long sommeil, et descend dans la rue. Nous sommes le 20 juin 1789, pardon, 1987. Curieux anagramme de chiffres !

## SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Jubert : 50 F ; R. Mangeon : 70 F ; Y. Cadiou : 40 F ; G. Vaucel : 71 F ; A. Aubin : 65 F ; H. Druel : 20 F ; E. Bidoit : 40 F ; Mme Lahens : 300 F ; M. Bellet : 40 F ; P. Arnoux : 5 F ; A. Liaume : 420 F ; R. Gérard : 40 F ; J. Dancoisne : 20 F ; P. Rocq : 70 F ; M. Marsaudon : 20 F ; Bruguières : 180 F ; R. Chanudet : 80 F ; R. Pellerin : 25 F ; A. Sprint : 20 F ; P. Pollard : 40 F ; P. et C. Simon : 120 F ; R. Baglin : 40 F ; M. Rousseau : 120 F ; P. Quitte-lier : 20 F ; J. Ragot : 20 F ; A. Régaldy : 30 F ; L. Fouret : 70 F ; H. Frume : 20 F ; anonyme : 20 000 F ; Schneider : 40 F ; J. Cornélio : 70 F ; Mme Deplanque : 40 F ; R. Piquet : 100 F ; M. Doubre : 70 F ; E. Chauvin : 100 F.

**TOTAL : 22 476 F**

**MERCI A TOUS**

\*  
\*\*

\*  
\*\*

## **Ne nous décourageons pas N'abandonnons pas l'action**

Nul n'a le droit de se sentir trop petit, trop faible, incompetent, isolé ou découragé pour commencer, entreprendre une action, participer à un travail, apporter sa réflexion, sa pensée, sa pierre à l'œuvre commune, chercher comment résoudre les problèmes de l'homme et des sociétés dans le monde actuel, car nul ne sait par qui passera le plus petit événement, la plus simple circonstance, la plus humble pensée, l'acte le plus banal, pour que se mette en route tout un enchaînement de causes à effets qui peut agir un jour comme un raz-de-marée et tout changer ou tout simplement comment un seul tout petit pas fait dans une direction peut faire découvrir la juste solution.

Ne pas entreprendre la microscopique action qui est à notre portée, ne pas oser accomplir le tout petit pas dont nous sommes capables, c'est peut-être retarder ou compromettre la venue d'un événement heureux et utile qui comptait sur nous pour s'accomplir ; c'est aussi laisser "se mourir" la confiance en soi-même et se séparer de l'espérance.

René RAIMBAULT

(Réflexions sur la philosophie de l'action)

## Initiative

Notre ami, M. Girault d'Ambarès a écrit au Parti Socialiste et voici la réponse de M. Bérégovoy :

*"J'ai lu avec intérêt votre lettre. Vous touchez au cœur de l'illusion libérale : que chacun s'occupe de ses affaires et la société se portera bien, le marché, donc la monnaie, procédant aux ajustements automatiques.*

*L'économie distributive à laquelle vous pensez n'a malheureusement pas résolu le problème qu'elle pose : trouvez une façon non bureaucratique de répartir le revenu. Aussi elle cherche dans une monnaie "au service des hommes" le moyen d'y parvenir. Je crains que cette quête soit illusoire.*

*Cette monnaie n'existe pas, le propre de la monnaie est de permettre de transformer un revenu en actif et donc de thésauriser, non par la monnaie, mais son équivalent en terres, immeubles, actions... C'est pourquoi la solution réside dans l'organisation de la société et la fixation de règles dont l'Etat est garant. Ce que vous suggérez, la Sécurité Sociale le réalise dans le domaine qui est le sien. Elle retire au marché financier une masse considérable de capitaux qui, dans le système libéral y transite — comme aux USA et au Japon.*

*Telle est la direction dans laquelle je crois, nous devons chercher. C'est l'idée d'une économie mixte qui fait de la monnaie et du marché un moyen de l'économie et non comme les libéraux son but".*

Signé Pierre Bérégovoy

Secrétaire National aux Questions Economiques et aux Affaires Sociales.

La définition que donne P. Bérégovoy de l'économie distributive laisse supposer qu'il a peu lu sur le sujet... Quant à sa définition du "propre de la monnaie" qui soit de thésauriser, elle dénote un certain refus d'imaginer autre chose.

Enfin, P. Bérégovoy déclare que la solution réside dans l'organisation de la société et la fixation de règles... après avoir dit qu'il fallait essentiellement une façon non bureaucratique de répartir le revenu... et il conclut en confondant la redistribution qu'opère la Sécurité Sociale avec la distribution qui s'impose aujourd'hui. Il semble que P. Bérégovoy et ses amis aient encore quelques efforts de réflexion à faire.

## DES CHIFFRES

Avec ses 2,5 millions d'habitants, le Costa-Rica, voisin immédiat du Nicaragua, est un tout petit pays. Il a pourtant eu le courage de "déclarer la paix au monde" en décidant de n'avoir PAS D'ARMEE. Ce qui lui permet de consacrer le quart de son budget à l'éducation et à la culture.

Il est vrai que le Costa-Rica a derrière lui quatre siècles de sagesse : il fut l'un des premiers pays du monde à abolir l'esclavage, à supprimer la peine de mort, à instaurer l'école publique et à autoriser le divorce. Et malgré la pauvreté de son sol, ce petit Etat a su créer des parcs nationaux pour y protéger la nature...

(D'après un extrait de "La Vie" envoyé par M. Gasnier).

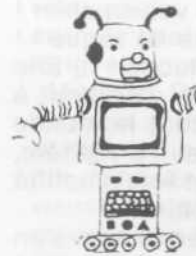
Lisez, faites lire,  
un OUVRAGE DE REFLEXION  
et de LONGUE HALEINE :

## ELEMENTS DE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE

par Marc IEL

A commander à  
LA GRANDE RELEVÉ

592 pages, 85 F franco



Faites de la pub,  
conseillez  
à vos amis  
d'interroger  
par Minitel  
en tapant

**36-15**

code ALAB puis  
n'importe quel nom

puis 7

"Economie distributive"

puis 3

"La Grande Relève"

## ATTENTION :

Ne manquez pas la sortie prochaine de  
**"LA BOURSE OU LA VIE ?"**

L'album qui réunit les bandes dessinées publiées  
par "La Grande Relève"  
accompagnées d'un commentaire de M.-L. Duboin

**PENSEZ-Y POUR VOS ETRENNES !**

## AUJOURD'HUI

L'usine sans hommes travaille  
à leur place et les contraint  
**au chômage,  
à la misère...**

## DEMAIN

L'usine sans hommes travail-  
lera pour eux et leur apportera  
**les loisirs  
et la SECURITE**

Albert CHANTRAINE



## LA MACHINE EGALITAIRE (1) **NOURRITURE ET SANTE**

par Jean MESTRALLET

**L**a longue étude de René Marlin "Consommateurs de tous les pays, unissez-vous !" (1) nous apporte beaucoup de renseignements mais contient aussi quelques affirmations contestables.

Pour René Marlin, la transformation des aliments par l'industrie **semble aller de soi**. Cette transformation est effectivement heureuse lorsque le produit obtenu maintient ou améliore la santé du consommateur. Ce n'est pas toujours le cas. L'abandon pur et simple des fabrications néfastes ou inutiles, très nombreuses, épargnerait bien davantage de travail que leur automatisation, sans parler des progrès de la santé générale.

Les résultats obtenus par les gens qui s'efforcent d'éliminer tout aliment douteux le prouvent amplement. Et parmi les aliments douteux figurent aussi les produits de l'agriculture chimique. Nous avons même, à leur égard, plus que des doutes !

Bien sûr, la vie repose sur de la chimie, mais elle n'est pas que cela. Et pas n'importe quelle chimie !

Les grandes épidémies ont disparu de nos pays. Mais elles ont été remplacées par les maladies dégénératives : allergies, arthroses, cancers, maladies nerveuses et surtout cardio-vasculaires... sans oublier le SIDA. Et leur essor coïncide bizarrement avec celui de l'agrochimie...

A l'actif de la chimie agricole figurent les records de production. Mais à quoi bon si ces records s'accompagnent d'une série de traitements dangereux ; si leur durée même n'est pas garantie ? Car les rendements augmentent avec l'emploi des engrais chimiques jusqu'à un certain point. Ensuite, ils deviennent stationnaires, puis commencent à baisser. Et que dire de la pollution des eaux par les nitrates ? de la ruine de l'outil de travail, de la dispari-

tion de l'humus, sans lequel il n'est plus de sols ? Ravins d'érosion de plusieurs mètres, non pas en région tropicale, mais dans le Nord de la France, département pionnier en matière d'agriculture "moderne" (2)...

Substance noirâtre issue de la décomposition des matières organiques, l'humus est le matériau indispensable à la fertilité d'un sol et à la qualité de ses produits. Un sol fertile est un organisme vivant et doit être traité comme tel. Il ne saurait davantage se réduire à la fameuse trilogie NPK (azote-phosphore-potasse), ensemble d'éléments majeurs, certes, mais qui ne saurait faire oublier les autres minéraux, y compris les nombreux oligo-éléments. Ces derniers agissent en quantité très faible, mais leur absence peut entraîner de graves perturbations chez les plantes, les animaux et les humains. La découverte ne fait sans doute que commencer. Mais on a déjà identifié un certain nombre d'éléments protecteurs, par exemple : silice, cuivre, magnésium, etc...

Dans le numéro spécial de "Science et Avenir", "La ferme de l'An 2000", le Docteur C. Rouaud déplore la carence de ce dernier dans les sols. Or, elle le cite comme un élément protecteur essentiel... Ce qu'avait montré Delbet il y a déjà longtemps.

L'équilibre minéral suffirait-il à maintenir la santé ? Les recherches ultérieures le diront. Mais il apparaît déjà comme une condition indispensable.

Il faut partir de l'observation de la nature : en l'absence de tout traitement, on constate la présence de végétaux indemnes, à côté d'autres atteints par les maladies ou les parasites. Certaines plantes bénéficient effectivement d'une résistance naturelle, qu'elle soit due à l'équilibre minéral ou à d'autres facteurs. C'est à partir de ces plantes qu'on a pu créer des lignées résistantes par sélection

et hybridation. Ces techniques représentent donc un progrès lorsqu'elles ne s'appliquent pas au seul rendement. De même, la chimie a sa place dans l'analyse comparative des plantes saines et des plantes malades, comme dans celle des sols. C'est ainsi que, sans exclure d'autres méthodes d'analyse, elle servira l'essor d'une agriculture vraiment moderne.

Et les machines ? Bien sûr, elles ont permis une accélération de la productivité. Mais, selon les agriculteurs, les journées de travail sont à peine moins longues : l'exode a dépeuplé les campagnes et il faut rester là pour servir les machines ! Seuls, les grands céréaliers qui ont abandonné l'élevage et exploitent quelques centaines d'hectares connaissent vraiment les loisirs, sans parler d'un revenu confortable.

Evidemment, il s'agit davantage d'organisation sociale que de méthodes agricoles. Mais que ce soit l'une ou les autres, il faut relativiser une fois de plus ces progrès de la productivité. Pendant que les grands exploitants s'enorgueillissent de leurs machines, il en est un qui rigole bien dans sa petite ferme du Japon (encore lui !).

En s'abstenant de tout labour depuis plus de 25 ans et avec 10 **jours d'arrosage, il récolte, affirme-t-il, 59 quintaux/hectare de riz et 59 de céréales secondaires (et même, parfois, 78 quintaux !)**. Pour fertiliser, il fait pousser une légumineuse en couverture du sol, le trèfle blanc, remet la paille battue sur les champs et ajoute un peu de fumier de volaille. Cet homme, c'est Masanobu Fukuoka (3).

Le travail se réduit pratiquement aux semailles, à la moisson et au battage. Et il peut être encore réduit en mécanisant ces opérations, même sommairement (pas de repiquage).

Il reste à savoir dans quels pays on peut utiliser la méthode de Fukuoka. Mais elle laisse parfois :

de quel côté est le progrès ? Car ces plantes ne sont guère sujettes aux attaques.

Cette méthode peut être rangée dans l'Agriculture biologique.

## L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Nous avons déjà fait une série d'article là-dessus il y a quelques années. Il est bon d'y revenir. Les disciples de Jacques Duboin doivent savoir reconnaître le vrai progrès.

En dehors de celle de Fukuoka, il existe plusieurs méthodes. Mais elles reposent toutes sur le rééquilibrage du sol par des amendements naturels (poudre de roches, algue calcaire lithothamne, sable, argile...), l'enrichissement du sol en humus par le compostage en tas ou en surface de tous les déchets organiques, l'utilisation des engrais organiques et des engrais verts (végétaux cultivés pour être incorporés superficiellement au sol).

Les traitements chimiques sont limités aux moins nocifs et, si possible, évités, de même que les engrais trop solubles (certains engrais naturels doivent être employés avec prudence).

Il s'agit de faire pousser des plantes assez robustes pour se défendre toutes seules et apporter la santé aux animaux et aux humains qui s'en nourrissent. Ce n'est pas toujours facile. Nous en savons quelque chose ! Des problèmes subsistent, surtout pour les fruits (mais la solution est peut-être dans la création de variétés résistantes). Il reste encore beaucoup à découvrir.

Mais de l'autre côté, c'est l'impasse totale : plantes et animaux affaiblis, parasites résistants, sols ruinés, comme la santé des consommateurs. Tandis que plusieurs personnes ont déclaré avoir rétabli ou amélioré leur santé en mangeant les produits de leur jardinage biologique.

Les rendements de l'agrobiologie peuvent être inférieurs, tout en restant suffisants. Ils sont souvent comparables ou même supérieurs et pas seulement chez Fukuoka.

Les agriculteurs du Burkina Faso (l'ancienne Haute-Volta) ont décelé la nocivité des engrais chimiques plus vite que les Européens et un vaste programme d'expérimentation et d'enseignement des méthodes biologiques a

aussitôt été mis en place à la suite de l'expérience de Pierre Rabhi à Gorom-Gorom (4).

Voilà pour la faim dans le Monde...

Espérons que le nouveau Gouvernement du Burkina Faso continuera l'expérience et l'enseignement.

(N.B. : nous donnons une fois pour toutes à "biologique" le sens de "logique de la vie" ou "conforme à cette logique").

P.S. : c'est pour l'Economie Distributive : il ne s'agit plus de savoir si on y viendra ou non, mais quand et comment.

En Economie Distributive, l'Agrobiologie constituerait la base d'une politique générale de santé : la véritable prévention, avec la pureté de l'eau et de l'air !

Plongez-vous dans le livre de Fukuoka : il se lit comme un roman ! (malgré quelques imprécisions parfois).

Associant le meilleur de la tradition aux découvertes les plus récentes, l'agriculture biologique est la véritable agriculture scientifique et non une méthode passiste. Curieusement, Fukuoka l'oppose à l'agriculture scientifique, alors que sa propre démarche est beaucoup plus rationnelle.

(1) G.R. n° 856, de mai 1987

(2) Science et Avenir, de février 1983

(3) Voir "La Révolution d'un seul brin de paille", de G. Trédaniel, édit. de la Maisne.

(4) Voir "Nature et Progrès", de septembre 1987.

# bloc notes

## ASSOCIATIONS

### EDEN

Equipes pour la Diffusion  
d'une Economie Nouvelle :

2, rue Berthe-de-Boissieux  
GRENOBLE

### G.S.E.D

Groupe des Salariés pour l'Economie  
Distributive, 11, rue St-Vincent-de-Paul  
13004 MARSEILLE

### ADN PLANETE EN DANGER

1, rue Joux Aigues  
31000 TOULOUSE — Tél. 61 25 02 32

### 103 MAN

Mouvement pour une alternative  
non violente  
30, rue Peyrolières  
31000 TOULOUSE - Tél. 61 22 42 78

### CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy  
75015 PARIS

### UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche, 92100 BOULOGNE

### LIA.CO.FA

25, Square du Nouveau Belleville  
75020 PARIS

## REVUES

### SCIENCE CULTURE INFO

Lettre mensuelle publiée par le groupe  
de Réflexion interdisciplinaire qui traite  
de thèmes fondamentaux et transdisci-  
plinaires : l'autonomie et la complexité,  
les mécanismes de l'évolution biologi-  
que, la responsabilité individuelle, etc...

GRUPE SCIENCE CULTURE  
1, rue Descartes, 75005 PARIS

### FACETTES

B.P. N° 15, 95220 HERBLAY

La revue écrite par ses lecteurs : les uns  
posent des questions, d'autres y répon-  
dent. Le lien des chercheurs et des  
curieux.

### LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique  
11, rue du Monnel, 7500 TORNAI

### TAM-TAM

33, rue de Rénipont  
1328 OHAIN (Belgique)

### INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernemont  
5020 CHAMPION (Belgique)

### VIVRE AUTREMENT

57, avenue Denayer  
1190 BRUXELLES (Belgique)



## LA MACHINE EGALITAIRE (1)

par Henri MULLER

**A**PPEL au sacrifice, aux privations, sévère sélection universitaire, les jeunes dirigés de préférence vers l'usine à 16 ans avec la moitié du SMIC, abaisser le pouvoir d'achat en prévision de l'échéance européenne de 1992, taxer ceux qui profitent de la richesse en rentiers, haro sur les fonctionnaires, halte aux vues démagogiques prêchant la culture pour tous, tels sont les points forts du discours d'Alain MINC, interrogé par Yves MONTAND à propos de son livre (2).

A. Minc reproche à la classe moyenne de préférer la consommation à l'investissement, le crédit à l'épargne, de prêter une oreille complaisante aux sirènes de la publicité, de vivre au-dessus de ses moyens. Pour un peu, le salarié serait ce pelé, ce galeux d'où viendrait tout le mal, cessant de revendiquer, installé dans son chômage comme un coq en pâte. Une sorte de réécriture du "Toujours plus" de F. de Closet.

Rien, en revanche, sur les hauts financiers jouant à qui perd gagne sur les marchés boursiers avec l'argent rafflé à travers les prix ; rien sur les innombrables parasites vivant en marge du travail productif, encombrant les canaux, les circuits de la distribution ; rien sur les grands prédateurs de l'épargne.

Il s'acharne sur le monde des petits fonctionnaires. Il en est, certes, qui semblent vraiment inutiles. D'autres ont pour mission de traquer les fraudeurs, de harceler le contribuable, de contrôler, de sanctionner. Mais que sont leurs minuscules avantages comparés aux gains fabuleux des vedettes du cinéma, de la télévision, de la chanson, du sport, à ceux des publicistes cousus d'or ? Que pèsent-ils au regard des revenus des trafiquants de tout poil, des arnaqueurs, des escrocs, des braqueurs ? A quoi riment de tels écarts dans les rémunérations ?

Taxer les rentiers ? Alors qu'attend-on pour taxer les plus-values boursières, les souscripteurs de l'emprunt-or, les membres des conseils des grandes sociétés, les gagnants du loto, des cercles de jeux ? N'oublions pas les

rentes de situation : les monopoles, les "marques", les importateurs de produits sud-asiatiques "travaillant" jusqu'à 1200 %. Continuons par les rentes immobilières, celles des locations de bureaux, de locaux commerciaux, etc...

Il faut, déclare A. Minc, réduire le nombre des étudiants, ajoutant que la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans fabrique des chômeurs. Singulière façon de retourner les données du problème ! Une culture générale n'est jamais inutile. Pourquoi en priverait-on la grande masse des salariés ? On discerne le genre de société souhaité par Minc : un peuple d'ilotes travaillant pour assurer le confort de clans privilégiés en raison de leur fortune, les avantages étant fonction du revenu.

On retrouve ici l'idéologie libérale dans ce qu'elle a de plus vicié : l'inégalité légitimée par le gain. Un socialisme à monnaie de consommation procède de l'inverse, accordant les avantages, la considération, le revenu, à la qualité du travail, à la compétence, aux responsabilités de la fonction, à la qualification, à l'efficacité sociale de l'individu ou d'une équipe. Un tout autre monde que Minc a choisi d'ignorer. Qui a jamais prôné l'égalitarisme ? En le prenant pour cible, A. Minc enfonce une porte ouverte ; ce n'est pas sur ce terrain qu'il lui faut espérer se signaler par quelque originalité...

Autre idée non moins rabâchée : le partage du travail associé au partage des salaires. Du moins cette solution simplette au problème du chômage a-t-elle le mérite de libérer l'employeur de tout souci. Partager le travail restant utile et nécessaire, après élimination des emplois parasites, inutiles, nuisibles ou futiles, accroîtrait l'espace de liberté au sein des activités du temps de loisir, infiniment plus nombreuses et variées, source d'enrichissement de la personne, de satisfactions pour soi-même. Mais pourquoi lier cette diminution du temps de travail à une perte de revenu, à une baisse de pouvoir d'achat comme si le potentiel de production, l'immensité des stocks, ne suffisaient pas

à approvisionner les besoins des salariés à leur taux actuel, ceux des retraités du temps de leur dernière période d'activité ?

En menant combat contre l'abondance, le système du profit assume la pleine responsabilité d'une situation aberrante, les fruits d'un siècle de progrès technologique et scientifique, de la mise en œuvre de quantités fantastiques d'énergie multipliant l'effort humain, gaspillés ou détruits : le travail prostitué au service d'un himalaya d'inutilités.

Ni Alain Minc ni ses pareils, socialistes ou libéraux, nourris aux "idées reçues", incapables de s'en libérer, ne semblent conscients de la nécessité de dissocier les revenus de la durée de l'emploi. N'apparaît-il pas évident que la machinerie financière s'est détraquée, aux prises avec les crues de production, empêchant la consommation de s'ajuster à un niveau de production en constante et rapide progression ? Que le système du profit a plongé le monde dans un redoutable merdier duquel il émerge seulement à la faveur des guerres, leur préparation, et leurs séquelles ? Qu'il faut, enfin, changer la règle du jeu, en évacuer le profit, ôter à la monnaie son caractère transférable, origine de la plupart de nos maux ?

Se priver ? Se sacrifier ? Afin de garantir à des clans fortunés le privilège de puiser dans le flux monétaire, de quoi former, aux dépens du troupeau des malchanceux, des revenus de nabab ? Les sociétés ont besoin, avant tout, de se libérer du joug qu'elles subissent de la part du petit monde de l'argent, seul obstacle à une révolution monétaire.

Atteints de cécité, ces gens de finance et la cohorte de leurs conseillers reculent cette autre révolution qui gronde à leurs pieds, dont ils préparent le lit et qui, un jour, balayera leurs appropriations. Inconscients de la menace qui pèse sur leurs biens, voire sur leur personne, ils ont choisi de se noyer plutôt que de saisir la bouée qui leur est tendue.

(1) Ed. du Seuil, Alain Minc

(2) Figaro Magazine (octobre 87)

Il m'est difficile de faire pénétrer dans l'esprit des gens, des amis que je cotoie, les thèses sur l'Economie Distributive, bien que beaucoup soient écœurés du régime capitaliste actuel.

La plupart pense que cette réflexion socio-économique est bonne, mais qu'elle ne peut se réaliser, tant que les milliardaires (banques et multinationales), maintiendront les politiciens sous leur joug.

Malheureusement, nous ne sommes pas sortis de l'Economie de Marché...

Tant que vous ne pourrez pas vous expliquer clairement parmi les médias, il sera difficile, il me semble, de faire progresser le socialisme distributif.

Et pourtant, il serait bien utile à l'heure actuelle au vu de ce qui se passe dans le monde.

M.G., Ambarès

\*  
\*\*

Bien que tout nouvel abonné, je me permets (déjà !) de vous adresser une critique sur votre dernier numéro (novembre). Il s'agit de l'article intitulé : "Des machines intelligentes" qui fait d'ailleurs l'objet de votre page de garde. J'avoue qu'il est assez dur à digérer.

En première partie, il y a une tentative de vulgarisation de l'ordinateur et des types de mémoires que j'imagine plutôt obscure pour des non-initiés ! (je suis moi-même analyste-programmeur depuis 15 ans et j'ai du mal à suivre...).

Parler de machines "intelligentes", personnellement, je ne suis pas d'accord, mais c'est un débat actuel encore non tranché. La deuxième partie de cet article imagine un monde transformé entièrement dans ses rapports grâce, en quelque sorte, à ce "merveilleux instrument" (en allusion à "ces merveilleux instruments" de G. Friedmann). Je n'ai pas compris grand-chose des mécanismes qui amènent l'auteur à des conclusions idylliques, voire délirantes, à partir de ce minitel-super cerveau. Je souhaite que votre revue, pour sa crédibilité, évite ce genre d'article dithyrambique, même en exprimant des réserves comme vous le

B.B., Dallet

Notre réponse :

Vous avez sans doute raison sur la forme de l'article incriminé. Ce que voulait faire comprendre son auteur, c'est qu'il veut tenter d'utiliser les énormes possibilités d'information, de relations, qu'ouvrent les ordinateurs, et particulièrement avec l'intelligence artificielle, pour instaurer des relations de convivialité HORS DU SYSTEME MARCHAND.

\*  
\*\*

Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt votre bulletin. L'économie distributive est tellement séduisante, peut-être est-elle la solution aux problèmes de notre temps. Malheureusement, ces idées sont peu connues, la plupart des gens les ignorent, nous ne sommes qu'une toute petite minorité, noyée dans la masse, que pouvons-nous faire ? Hélas ! peu d'individus sont capables d'analyse et de réflexion et par conséquent sont conscients de la véritable mutation qui s'impose à la Société : le grand problème, me semble-t-il, c'est le décalage qui existe entre la formidable évolution des sciences et des techniques et l'évolution des mentalités ! Si bien que j'ai le sentiment que la nécessité fera plus que les hommes pour changer les choses. Bien que cela n'ait rien à voir avec l'économie distributive, on parle de plus en plus d'un revenu minimum social. Très bien, je suis pour, car la misère est intolérable, mais en même temps, je suis inquiet, car, actuellement, tous ces gens qui n'ont pas de quoi survivre ne réagissent pas, ils sont passifs, nulle part il n'y a de véritable coup de colère. Alors, si on leur donne de quoi survivre et une télévision pour pouvoir regarder les Guy Lux et autres Zitronne, ils resteront endormis pour longtemps, si bien qu'il ne faudra peut-être pas compter sur les plus démunis pour faire changer le système.

Combien sommes-nous de distributeurs en Charente-Maritime ? Peut-être pourrions-nous nous rencontrer, et, pourquoi pas former un groupe, ensemble nous aurions plus de poids pour faire avancer nos idées.

R.G., Tonnay-Charente.

Je vous demande de bien vouloir féliciter M. Albert Chantraine pour son papier "Vers un pas monétaire". Je suis entièrement d'accord avec lui car depuis longtemps je milite pour la carte à microprocesseur avec code secret, avec tous les avantages que cela comportera. Il y a un avantage essentiel à supprimer tous les billets... c'est le seul moyen de lutter efficacement contre la drogue : elle ne pourrait plus entrer en France car elle y serait invendable. Evidemment, tous les commerçants et industriels devront être munis de machines enregistreuses. Mais les trafiquants ne pourront pas vendre la drogue parce qu'ils ne trouveront personne qui pourra leur payer... les pauvres garçons qui se droguent ne pourront plus l'acheter...

Il faut donc changer le système, pour juguler la drogue. Le 11 juillet 1985, le Gouvernement a émis une loi n° 85-695, qui permet de mettre en route la carte bancaire dite carte à puce (carte à microprocesseur) avec un code secret pour chaque citoyen... On pourrait ainsi faire un barrage impitoyable sur l'importation de drogue. Cette carte permettra également de supprimer le vol sur les personnes et dans les établissements bancaires et autres, les vols au cours de transferts de fonds disparaîtront avec les billets de banque... toutes les transactions illicites disparaîtront également.

Il faut toujours aller de l'avant. On ne peut pas empêcher le progrès, il faut, au contraire, profiter des inventions de nos savants.

L.B., Lyon

\*  
\*\*



## ECHANGES CONVIVIAUX

J. Aubin, conseiller en naturopathie, est prêt à donner (contre une légère participation à ses frais) des conseils en naturopathie et irridologie.

J. AUBIN  
54 97 53 43



# résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20<sup>e</sup> siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des

hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous**.

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre,

mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

## L'économie distributive

**Le travail :** même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir**, celui de participer, et un **droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

**Les revenus.** Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

**La monnaie :** Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **monnaie de consommation** qui

s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins. Les **investissements**, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins**, la **compétitivité** fait place à la **convivialité**.



# PAS DE PANIQUE!

scénario : gédé

dessin : isa python

La suite des aventures de Théodore, fils de faux-monnaieur, contées par sa petite sœur, Anne-Sophie.



A suivre...